













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Accord-Cadre à bons de commande mono-attributaire de prestations intellectuelles

**Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de
planification, d'ordonnancement et de coordination
des études, des investigations et des travaux de
régénération de l'écluse des Fontinettes**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de planification, d'ordonnancement et de coordination des études, des investigations et des travaux de régénération de l'écluse des Fontinettes
	Type de contrat	ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE PI
	Tranches optionnelles	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans renouvelable une fois pour 2 ans soit une durée totale maximale de l'accord-cadre de 4 ans.
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire et unitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur	5
1.3 - Décomposition du contrat	5
1.4 - Type d'accord-cadre.....	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 Titulaire du présent marché	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Missions.....	8
6 - Durée et délais d'exécution.....	10
6.1 - Durée du marché	10
6.2 - Reconduction.....	10
6.3 - Délais d'exécution.....	10
7 - Pénalités	11
7.1 - Pénalités de retard	11
7.2 - Autres pénalités spécifiques	11
8 - Prix	13
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	13
8.2 - Modalités de variation des prix.....	13
9 - Garanties Financières	13
10 - Avance	14
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	14
10.2 - Garanties financières de l'avance	14
11 - Modalités de règlement des comptes	14
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
11.2 - Présentation des demandes de paiement	15
11.3 - Délai global de paiement	15
11.4 - Paiement des cotraitants	15
11.5 - Paiement des sous-traitants	16
12 - Conditions d'exécution des prestations	16
12.1 - Obligation de résultats	17
12.2 - Clause relative aux travailleurs détachés	17
12.3 - Présentation des livrables	19
12.4 - Modifications techniques.....	19
12.5 - Arrêt de l'exécution des prestations	19
13 - Développement durable.....	19
14 - Constatation de l'exécution des prestations	20
14.1 - Vérifications	20
14.2 - Décision après vérification	20
15 - Garantie des prestations.....	20
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	20
17 - Assurances.....	21
18 - Résiliation du contrat.....	21
18.1 - Conditions de résiliation.....	21
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
19 - Règlement des litiges et langues.....	22
20 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage a pour objet de doter le Service Opérationnel de Lille (maitre d'ouvrage) et le Service Territorial Flandres-Lys (exploitant) d'outils pour le pilotage du projet de régénération de l'écluse des Fontinettes. Elle couvrira l'ensemble des études (maîtrises d'œuvre, diagnostics et investigations diverses) ainsi que les travaux de régénération, y compris la régénération de la tête aval.

Les outils concerneront plus précisément :

- la planification des actions,
- l'analyse et la gestion des risques,
- la maîtrise des coûts,
- le suivi des délais.

Ainsi, sur la base des entrants techniques fournis par le maitre d'Ouvrage (DIMOA-SOL), l'exploitant (DT-ST) et son assistant maîtrise d'ouvrage technique (CEREMA), le titulaire devra définir l'ordre pertinent de réalisation des investigations, des études et des travaux, élaborer le planning détaillé et en assurer la coordination.

Cette mission visera à garantir la cohérence, l'avancement des opérations et le respect des délais et des coûts, tant en phase études qu'en phase travaux afin d'aboutir à une régénération complète de l'écluse à terme.

Lieu(x) d'exécution :

Ecluse des fontinettes

62510 Arques

1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour la réalisation de la consultation et le suivi de l'exécution du présent accord cadre, le rôle du représentant du pouvoir adjudicateur est délégué à Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de VNF.

Sur le fondement du présent accord-cadre, la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage est seule susceptible de passer des bons de commande.

Pour la passation et l'exécution des bons de commande de cet accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur est la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA), Monsieur le directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.4 - Type d'accord-cadre

Le marché prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, conclu via une procédure adaptée de prestations intellectuelles en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique, et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché relève ainsi d'une procédure adaptée. L'expression du besoin ne nécessitant pas de clarification des prestations, il n'est pas envisagé de procédure négociée.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, daté et signé par les représentants habilités des parties, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) JORF n°0078 du 1 avril 2021 Texte n°21 NOR : ECOM2106874A
- Les déclarations de sous-traitances éventuelles (DC4)
- Les bons de commande émis durant l'exécution du marché

Les documents opposables au seul titulaire sont les suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif remis à l'offre et ses annexes,
- La décomposition analytique des missions par profil clé,
- Les échanges sous forme de courrier ou questions/réponses durant la procédure de consultation ou d'attribution.

En effet, à l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans son offre.

3 - Intervenants

La fonction de la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA) du Service Opérationnel de Lille.

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire sont le directeur de projet, le chef de projets et chargée d'études de la DIMOA/SO de Lille en charge de l'Unité Fontinettes mais aussi le cas échéant les personnes du Service Territorial Flandres-Lys

Le titulaire pourra être amené à interagir avec des intervenants externes à VNF (MOe, AMO technique,...).

3.1 Titulaire du présent marché

Les caractéristiques du Titulaire du présent marché sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement. Celui-ci est désigné le « Titulaire » dans les pièces du marché.

3.1.1 Référent, Suppléant et profils clés

Le Titulaire désigne dans son offre dans son offre les membres de l'équipe dédiée habilités à le représenter. Un référent unique (+ un suppléant en cas d'indisponibilité) sera nommément désigné et sera le point d'entrée pour les échanges avec la MOA. Il se chargera du pilotage global de la mission.

Par ailleurs des « Profils Clés » seront définis pour les personnes occupant une fonction opérationnelle clé dans le cadre de la mission d'AMO-OPC. Il s'agit des personnes suivantes :

- Référent principal du marché, le chef de mission
- Suppléant du marché
- Un planificateur
- Un spécialiste en gestion des risques
- Un expert technique pour la cohérence technique des plannings et l'analyse des données

Les profils de référent devront attester d'un niveau d'expérience minimal de 5 ans.

Le Titulaire s'engage sur l'exécution des prestations par les profils clés. Il consacre à l'accomplissement de ses missions le personnel compétent et suffisant afin de respecter les délais d'exécution.

Ces profils clés sont les interlocuteurs principaux et privilégiés du MOA pendant toute la durée du marché pour la gestion opérationnelle des prestations. Ils pourront être convoqués à toute réunion, moyennant, en règle générale et sauf urgence, un préavis d'une semaine, et devront y être impérativement présents sous peine de pénalités.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir la tâche qui lui est confiée, le Titulaire doit :

- Prendre toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché n'en soit pas compromise ;
- En aviser le MOA afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Sauf cas particulier dûment justifié, le MOA étant seul à même de confirmer la validité de la justification proposée, le Titulaire doit informer VNF 1 mois avant la date de remplacement du membre de l'équipe dédiée, en dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I. ;
- Proposer au MOA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent ou à compter de la date de constatation par le MOA.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le MOA, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un (1) mois suivant la date de transmission du nom et des titres du remplaçant.

Si le MOA récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de deux (2) semaines pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le MOA est motivée. Les avis, propositions et décisions du MOA sont notifiés directement au Titulaire contre récépissé. Si la nouvelle proposition du Titulaire n'est pas acceptée par le MOA dans un délai de deux (2) semaines, à compter de la réception de la nouvelle proposition de remplacement, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché à ses torts.

Le remplacement ne saurait en aucun cas justifier, y compris partiellement, des retards et dérives dans les prestations.

3.1.2 Autres membres de l'équipe

Le Titulaire informe le MOA des changements d'organisation en cours d'exécution de la mission pour l'ensemble de ses ressources. Il propose au MOA un nouvel organigramme nominatif (à compétences équivalentes) et fournit à l'appui le CV et les références dans un délai de 15 jours avant le changement de la ressource en question.

Le non-respect de cette obligation (délai d'information prévu ou compétences équivalentes du nouveau membre) donne lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

La sécurité au travail est une priorité absolue pour VNF. Le titulaire s'engage en ce qui concerne son personnel, et celui de ses éventuels sous-traitants, à respecter les règles en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations en matière de conditions de travail, de santé, d'hygiène, de sécurité et d'environnement, ainsi que la législation applicable en la matière. Le titulaire s'engage tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants à :

- faciliter la coordination de l'exécution des prestations avec les activités de VNF et celle des tiers intervenant sur le lieu d'exécution,
- prévenir les risques de dommages aux personnes et aux biens lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait cesser, immédiatement et à ses frais, toute situation ou activité dangereuse ou nuisible pour la santé, l'hygiène, la sécurité ou l'environnement dont il a le contrôle.

Le titulaire doit tenir propre et en ordre les lieux de travail sur lesquels il intervient.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
Mission 1	Planification et coordination des études et travaux
1-01	<i>Élaboration du planning</i> Création d'un état des lieux exhaustif des enjeux, contraintes et interfaces du projet de régénération de l'écluse des Fontinettes à partir des données du maître d'ouvrage, des documents existants et des échanges avec les parties prenantes, analyse les interdépendances et contraintes de l'opération, et élabore un planning général consolidé intégrant l'ensemble des phases d'études, d'investigations et de travaux, précisant les principaux jalons et le chemin critique, accompagné d'une note de présentation ; des sous-plannings pourront être demandés pour les besoins du pilotage.

1-02	<p>Mise à jour du planning</p> <p>Une fois le planning général validé par le maître d'ouvrage, le titulaire en assure la mise à jour annuelle afin de refléter l'avancement réel du projet, les décisions prises et les éventuelles évolutions des contraintes ou hypothèses, en intégrant les ajustements de durées, d'enchaînements et de jalons, et en faisant apparaître les écarts par rapport au planning de référence.</p>
Mission(s)	Désignation
Mission 2	Analyse des risques et management des risques
2-01	<p>Élaboration de la matrice des risques</p> <p>Réalisation d'un plan de management de risques (PMR) spécifique aux différents désordres et enjeux identifiés pour l'écluse des Fontinettes, en identifiant, analysant, évaluant et hiérarchisant l'ensemble des risques susceptibles d'impacter les délais, les coûts, l'exploitation, la sécurité et la coordination des intervenants, à partir des éléments techniques fournis par le maître d'ouvrage, l'exploitant, la maîtrise d'œuvre et l'AMO technique, et dans le cadre de réunions d'échanges permettant de définir la méthode, les hypothèses et critères d'analyse ; cette mission comprend la définition des mesures de maîtrise et d'un plan d'actions, ainsi que la formalisation de la matrice et des livrables associés..</p>
2-02	<p>Mise à jour du management des risques</p> <p>Mise en œuvre un processus structuré de management des risques afin d'assurer une maîtrise continue des aléas de l'opération, incluant le suivi des risques identifiés, la détection de nouveaux risques, la réévaluation de leur criticité et l'adaptation des mesures de prévention et de traitement, avec une actualisation annuelle de la matrice des risques intégrée au pilotage de l'opération et présentée lors des réunions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination.</p>
Mission 3	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'estimation et suivi des coûts de l'opération
3-01	<p>Élaboration du budget estimatif des études (MOe/investigations) et travaux de régénération ainsi que la programmation annuelle associée</p> <p>Construction d'un budget estimatif détaillé de l'opération de régénération de l'écluse des Fontinettes couvrant l'ensemble des études, investigations et travaux, en recensant toutes les prestations nécessaires, en structurant les coûts par volets et, le cas échéant, par lots ou corps d'état, et en fondant les estimations sur des ratios issus d'opérations similaires, des bases de prix reconnues et des retours d'expérience ; le budget intègre l'ensemble des frais annexes et provisions pour aléas et est présenté sous forme d'un tableau récapitulatif permettant au maître d'ouvrage de disposer d'une enveloppe financière prévisionnelle consolidée et justifiée, servant de référence pour le pilotage de l'opération.</p>

3-02	<p>Mise à jour des budgets (y/c nouvelles études, investigations et travaux découlant des réflexions des différents intervenants du projet) et de la programmation annuelle</p> <p>Élaboration de la programmation annuelle des études, investigations et des travaux de l'opération de régénération de l'écluse des Fontinettes à partir du budget estimatif, en définissant les phases de l'opération, en répartissant les coûts sur la durée du projet et par exercice, en hiérarchisant les postes et lots prioritaires et en tenant compte des contraintes de financement du maître d'ouvrage ; cette programmation, présentée sous forme d'un tableau clair et exploitable, constitue un outil de pilotage financier et technique, et s'inscrit dans une mission d'AMO comprenant la production de livrables lisibles et la participation à l'ensemble des réunions nécessaires, incluant réunion de démarrage, réunions de travail et de restitution.</p>
Mission(s)	Désignation
Mission 4	<p>OPC des investigations et travaux sur le site</p> <p>La mission consiste à ordonnancer, piloter et coordonner les investigations et travaux, en planifiant les enchaînements, appliquant les mesures d'organisation et harmonisant les interventions des différents acteurs, dans le respect des délais et des contraintes d'exploitation, y compris en périodes de chômage programmé ou hors chômage sous conditions de navigation.</p>

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans (24 mois) à compter de la notification du marché.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement une fois. La durée de la période de reconduction est de 24 mois (2 ans). La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est donc de 4 ans.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie la décision expresse de non-reconduction au titulaire au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non-reconduction.

6.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution qui figurent dans les bons de commande (ou les délais partiels précisés au CCTP), en dérogation de l'article 13.1 du CCAG-PI, sauf mention expresse prévue au présent accord-cadre, courent soit à compter de la plus tardive des dates entre :

- La date de la réception de la notification du bon de commande notifiant le démarrage de pour l'exécution des prestations correspondantes
- La date indiquée dans le bon de commande notifiant le démarrage de l'exécution des prestations correspondantes

Dans tous les cas où le document ou l'information, échangé par moyen électronique, fait courir un délai en mois ou en jours, les délais commencent à courir dès réception de l'accusé de réception de l'échange sur la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur. Cet accusé de réception (AR) peut être effectué par le biais d'une application comportant un AR avec horodatage des échanges électroniques ou d'un courriel valant AR adressé dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximums.

En l'absence de cette procédure d'accusé de réception expresse, les courriers électroniques sont, sauf preuve contraire, réputés réceptionnés par le Titulaire auquel il appartient de garantir la réception des échanges par le bon paramétrage de sa messagerie.

En cas d'échange postal, l'AR est constitué par la date portée sur l'accusé de réception s'agissant des courriers recommandés ou du récépissé de VNF.

Les différentes missions étant indépendantes les unes des autres, les différents bons de commande et leur délai d'exécution pourront se superposer sans que cela ne puisse justifier de délais supplémentaires pour leur exécution.

Les bons de commande peuvent être émis de manière dématérialisée pendant toute la durée de l'accord-cadre. Ils peuvent s'exécuter jusqu'à 6 mois au-delà du terme de l'accord-cadre. La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut donc dépasser la fin d'exécution du marché augmentée de 6 mois.

Les délais d'exécution partiels pour chaque livrable figurent au CCTP. Dans le cas des délais qui démarrent sur demande du MOA, cette demande peut être une demande par email ou une demande découlant d'un relevé de décision lors d'une réunion de travail. Les délais de validation et d'examen du MOA ne sont pas compris dans les délais d'exécution.

Les livrables non assorti d'un délai d'exécution doivent impérativement être transmis au plus tard dans le délai d'exécution du livrable final.

Lorsque les délais d'exécution de livrables spécifiques (ou intermédiaires) ne sont pas prévus par le présent accord-cadre, le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent conjointement en cours d'exécution du présent accord-cadre (au plus tard lors de la notification du bon de commande correspondant) afin de les définir. Dès lors, ils sont contractuels et le titulaire s'engage à les respecter. En cas de non-respect, le titulaire se voit appliquer les dispositions relatives aux pénalités de retard.

7 - Pénalités

7.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra pas excéder 20% du montant total du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'ouvrage, sauf stipulation expresse du présent CCAP. Elles sont calculées et appliquées sur les demandes de paiement du titulaire.

7.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la remise d'un livrable	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans la remise d'un livrable, ou de remise d'un livrable non conforme aux exigences contractuelles, il sera appliqué au titulaire : une pénalité de cents (100) euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la remise du livrable. Il est autorisé deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif validé par le MOA sans que cela n'entraîne de pénalités. Tout rendu intermédiaire supplémentaire au-delà des deux prévus, qu'il soit dans le délai ou non fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 5% du montant de la mission. Cette pénalité est cumulative.
Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions	Forfaitaire	150,00 €	En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par membre convoqué absent. Est considérée également comme une absence, la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.
Retard dans la transmission des comptes-rendus.	Journalière	50,00 €	Une pénalité de 50 € HT, par jour ouvré de retard et par document, sera appliquée en cas de retard dans la diffusion des documents. Il est entendu par « documents », tous les documents devant être remis en tant que supports et compte-rendu de réunion.
Remplacement non justifié d'un profil-clé dans le délai d'un an suivant la date de notification de l'accord-cadre	Forfaitaire	500,00 €	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire en cas de modification injustifiée (exemple de modifications justifiées : rupture conventionnelle, démission, congés longue maladie ou assimilé) du Référent principal du marché, du Référent suppléant du marché, ainsi que à tous les autres profils clés désignés à l'article 3.1.1. du CCAP dans un délai d'un an à compter du commencement d'exécution de l'accord-cadre : cinq cents (500) euros par ressource

Manquement au remplacement des ressources de l'équipe	Forfaitaire	500,00 €	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros par ressource, dès lors que la défaillance d'une ressource est constatée par le MOA pendant plus d'un mois, sans que le titulaire ne l'ait informé ou en l'absence de proposition de remplacement par le titulaire dans les délais. Cette pénalité s'applique également en cas de remplacement d'une ressource sans la validation du MOA.
Non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers,	Forfaitaire	500,00 €	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 10.2 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif. En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 500 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable) de la conduite d'opération. Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.
Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect d'un engagement contractuel du titulaire autre que ceux définis spécifiquement ci-dessus	Journalière	200,00 €	La pénalité sera appliquée à compter de la date du non-respect de la disposition contractuelle autre que ceux précités jusqu'à ce que le titulaire se remette en conformité avec les termes du marché.

Les pénalités qui ne sont pas associées directement à un bon de commande en cours d'exécution seront appliquées lors de la demande d'acompte sur le bon de commande suivant la constatation du manquement dans l'exécution du marché.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées à l'aide de prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement et du Bordereaux des Prix Unitaires, aux quantités effectivement commandées et réalisées. Tous les prix sont établis en euros. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise de l'offre indiquée en page de garde de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités ou retenues, qui sont par ailleurs établies hors TVA.

La révision est effectuée à la hausse comme à la baisse par application d'un coefficient Cn de révision sur le calcul de l'acompte au mois « n », donné par la formule : **Cn = 15.0% + 85.0% (In-6 / Io-6)**

avec :

In-6 : Valeur de l'index de référence I prise au mois d'exécution des prestations moins 6 mois

Io-6 : Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation
ING base 2010	Ingénierie

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 15,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 15,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 9 ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les informations :

- le code service "31"
- Le numéro de " SIRET : 130 01 7791 00018 de la DIMOA

ainsi que les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° le numéro du bon de commande et le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification des bons de commandes, décisions ou informations :

La notification au titulaire des bons de commandes, décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la notification est faite par email et fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

b) Si la notification est faite par email et fait courir un délai en heures (intervention urgente) :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par la plate-forme PLACE et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur (PLACE) permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée à l'annexe 3 de l'Acte d'engagement, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le Titulaire désigne dans son offre les membres de l'équipe dédiée habilités à le représenter. En particulier, sont nommément désignés des personnels responsables de la bonne exécution des prestations.

12.1 - Obligation de résultats

À titre de condition substantielle et déterminante, le titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur les différentes missions dont il a la charge et qui sont décrites au CCTP du présent accord-cadre.

Le titulaire s'interdit d'invoquer quelque carence que ce soit dans les besoins exprimés par le Maître d'Ouvrage pour s'exonérer de sa propre responsabilité en cas de défaillance ou inadaptation éventuelle des prestations réalisées telles que décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement le Maître d'Ouvrage de tout événement susceptible de nuire à la bonne exécution de l'accord-cadre, ou d'en affecter l'exécution.

Il s'engage à informer sans délai le Maître d'Ouvrage de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination, etc. Il en est de même en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Au titre de son obligation de résultat, le titulaire devra notamment :

- Conseiller le Maître d'Ouvrage sur tout choix ou toute demande effectuée par celui-ci qui pourrait affecter les objectifs du présent accord-cadre ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation
- Alerter de manière motivée le Maître d'Ouvrage sur tout événement, évolution ou incident pouvant affecter les objectifs et les engagements visés par le présent accord-cadre, y compris si cet événement est imputable au Maître d'Ouvrage et proposer toute mesure permettant d'assurer les prestations dans les conditions des présentes prescriptions particulières,
- En fin de contrat ou en cas de résiliation anticipée, qu'elle qu'en soit la cause, remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents utilisés pour la réalisation des prestations ainsi que tout outil appartenant au Maître d'Ouvrage.

Il doit également faire connaître au Maître d'Ouvrage les raisons qui, extérieures à son champ de responsabilité, seraient à l'origine de retards dans l'exécution de ses propres prestations, et mettre en place les directives afin de répondre favorablement aux conditions initiales du présent accord-cadre. À défaut, il en serait tenu pour responsable comme de son propre retard.

12.2 – Clause relative aux travailleurs détachés

Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Il doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies dans le CCAG de référence.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du chapitre 5 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

Désignation d'un représentant du Titulaire

Le Titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - o les salariés détachés par ses soins ;
 - o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le Titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies au CCAG de référence.

Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.
À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies au présent CCAP.

12.3 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Tous les documents/livrables à produire dans le cadre de la présente mission sont transmis par messagerie électronique à l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage (adresses e-mails fournies lors de la réunion de lancement de la mission et éventuellement ajustées au cours de la mission).

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Le format des fichiers informatiques remis est de type *.pdf. devront également pouvoir être remis à la maîtrise d'ouvrage sur demande, les fichiers natifs sous formats : *.docx, *.xlsx, *.pptx, *.dwf, *.dwg, *.jpeg.

12.4 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

12.5 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

13 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.
- VNF s'engage à intégrer les meilleures pratiques environnementales : l'établissement souhaite dans ce cadre, la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas examiner un rendu si celui-ci est jugé très insuffisant ou si celui-ci amène trop de remarques et/ou ne répond pas ou que partiellement au besoin du marché.

La durée de la phase est suspendue lors du délai de vérification par le MOA comme précisé à l'article 6.3.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

- Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, l'absence de notification de la décision expresse du Maître d'Ouvrage n'entraîne pas approbation tacite des prestations. À défaut de décision du MOA dans le délai de 2 mois impartis pour procéder aux opérations de vérifications du livrable, le Titulaire adresse à VNF une demande de prise de décision dans un délai de 15 jours ou tout autre délai défini par écrit entre les parties. À défaut de prise de décision dans ce délai, le silence de VNF vaut rejet des prestations.
- Les délais de vérification courent à compter de la remise des dossiers complets à VNF.
- Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.
- Par dérogation à l'article 28.5, le maître d'ouvrage est dispensé d'informer le Titulaire de la date à laquelle il procède aux vérifications.

14.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

15 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

17 - Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les prestataires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une mission ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2	du CCAP	déroge à l'article 4.1 du CCAG - PI
- L'article 3.1.1	du CCAP	déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - PI
- L'article 6.3	du CCAP	déroge à l'article 13.1 du CCAG - PI
- L'article 7.1	du CCAP	déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG - PI
- L'article 8.2	du CCAP	déroge à l'article 14.2 et 15 du CCAG - PI
- L'article 14.1	du CCAP	déroge à l'article 29.1 du CCAG - PI
- L'article 14.1	du CCAP	déroge à l'article 28.2 du CCAG - PI
- L'article 14.1	du CCAP	déroge à l'article 28.5 du CCAG - PI
- L'article 16	du CCAP	déroge à l'article 35 du CCAG - PI
- L'article 17	du CCAP	déroge à l'article 9.2 du CCAG - PI